



ESCLAVAGE : QUELLES RÉPARATIONS ?

APPEL DE GORÉE

Trois siècles durant des millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont été arrachés à leur terre : l'Afrique.

Il y a eu crime contre l'humanité. Il y a obligation de réparer.

Aussi, à l'heure où la France commémore le 170^{ème} anniversaire de l'abolition de l'esclavage, sommes-nous un groupe d'artistes, écrivains, historiens, juristes, sociologues du Bénin, du Sénégal, du Mali, d'Antigua-et-Barbuda, de la Réunion, de Guadeloupe, de Guyane, d'Haïti, de Martinique, des États-Unis et de Grande Bretagne, réunis à Gorée à l'initiative du Mouvement international pour les Réparations dans le but de réaffirmer en ce lieu hautement symbolique l'exigence de réparation et pour en définir les modalités à la lumière de l'état des rapports de force en ce début de 21^{ème} siècle.

C'est l'occasion de rappeler que le système capitaliste et raciste à l'origine du commerce triangulaire s'est transformé au fil des siècles pour se conformer aux intérêts d'une poignée de puissances impérialistes.

Notre conviction profonde est que là est la racine du mal.

Pour le bien de nos peuples et de l'humanité tout entière, il est temps d'en finir avec ce système négrophobe, inique et mortifère.

La « Loi sur l'immigration et l'asile » qui vient d'être votée par l'Assemblée nationale française distingue les réfugiés politiques jugés dignes d'être accueillis avec humanité des migrants dits économiques majoritairement noirs et subsahariens à traiter « avec fermeté », c'est-à-dire à expulser dans des conditions particulièrement inhumaines.

Face à un tel déni d'humanité, nous tenons à réaffirmer notre volonté de rester mobilisés pour l'avènement d'un monde respectueux des droits économiques, politiques, sociaux, culturels et environnementaux des peuples et des états africains.

L'actualité et la pertinence du débat sur les réparations trouvent leur justification dans le fait que la déportation a non seulement contribué à la paupérisation du continent Africain et aux difficultés auxquelles il se trouve confronté encore à ce jour mais a également infligé aux Africains déportés et à leurs descendants des préjudices qui se perpétuent et n'ont jamais été réparés.

Aussi, plus que l'indemnisation financière, la réparation exige la reconnaissance et le respect de notre humaine dignité.



Au-delà de notre nécessaire reconnexion intellectuelle, nous croyons à l'urgence de voir émerger de nouveaux modèles de développement dans un partenariat reposant sur le respect mutuel.

Notre intime conviction est que les réparations concernent autant le passé que le présent et le devenir de nos peuples et de tous les peuples de la terre.

POUR EN FINIR CHANGEONS DE PARADIGME

FAIT A GORÉE LE 27 AVRIL 2018

SIGNATAIRES

Garcin MALSA
Aminata TRAORE
Boubacar Boris DIOP
Line LOUZE DONZENAC
Maryse DUHAMEL
Luc REINETTE
G.E GERMANY
Hulo GUILLABERT
O'marde DORBRENE
Dowoti DESIR
Brigitte FACORAT
Myriam MALSA
Marie France COCO
Michel MARTY
Leonard LOUISY
Coumba TOURE
Ndeye Nogaye BABEL SOW
Patricia ABILOUDOUN-DELOY
Gabrielle PRIVAT
Patrice MARIE-MAGDELEINE

MOUVEMENTS SIGNATAIRES

Mouvement International pour les Réparations de Martinique

Comité International des Peuples Noirs

Commission Nationale pour les Réparations d'Antigua-et-Barbuda

Comité National pour les Réparations de Martinique

Africans Rising

INOSAAR (International Network of Scholars and Activists for Afrikan Reparations)

PARCOE (Pan-Afrikan Reparations Coalition in Europe)